

ne jamais toucher aux affaires, de ne jamais se compromettre avec les difficultés du ministère, de peur d'y trahir une impuissance dont ils ont le secret ou d'y altérer une popularité qui a toujours besoin d'être rafraîchie par le vent de l'opposition. Non : son entrée dans la Chambre, ses études politiques, ses luttes, son sacrifice souvent répété de toute popularité, nous attestent qu'il ne craint pas l'action publique, et que, s'il avait le nombre, l'occasion, la crise, il se grouperait autour d'un pouvoir libéral avec autant de dévouement qu'autour d'un principe d'opposition. Le pouvoir, au bout du compte, est le but des idées. Gouverner, c'est réaliser. Mais il n'est donné à personne de presser le pas des événements ni de devancer la maturité des choses. La fortune, comme disent les anciens, s'est réservée une large part dans la destinée des hommes, indépendamment de leur valeur. Elle a quelquefois voulu que l'abbé Dubois fût à Versailles et que Fénelon fût à Cambrai. En politique, l'homme fait le rôle, sans doute, mais c'est la Providence qui fait la pièce. Quand la pièce n'appelle pas l'homme, il faut savoir rester hors de la scène et se contenter d'un rôle qui est peut-être le plus beau des rôles, dans un pays où la liberté se fonde et où il y a plus d'ambition que de vertu publique : — le rôle du citoyen!

XXXIII

UN PRINCIPE ET POINT DE PARTIS

10 novembre 1845.

Dieu a placé la tête plus haut que le cœur pour que la raison domine le sentiment. Voilà pourquoi nous osons dire : la révolution de Juillet fut un grand jour ! bien que la révolution de Juillet déchirât dans notre âme des habitudes et contristât ce qu'il y avait de sensitif en nous. Périssent nos sentiments plutôt qu'un principe ! Le mot de Barnave est le mot des grandes convictions. Ce fut le nôtre. La révolution de Juillet, bien prise et bien conduite, pouvait être le règne du principe libéral et populaire, la renaissance de la liberté, le second avènement du peuple, non plus du peuple, affranchi récent de l'aristocratie et du despotisme, faisant irruption, ses chaînes brisées à la main, à travers des flots de sang, dans le champ sans limites de sa souveraineté tumultueuse, prenant le désordre pour la liberté et le délire pour la force, mais du peuple libre, organisé, instruit par l'expérience, prudent contre lui-même, corrigé de ses engouements par ses favoris, guéri de la guerre et détrompé de la conquête par la dure gloire de l'empire, et se préparant à régner aux conditions de tout règne durable, une grande pensée, une grande volonté, une grande modération.

Qu'est devenu ce beau jour ? Qu'est devenu ce peuple ? Qu'est devenu ce règne en espérance ? La révolution de Juillet n'était pas encore refroidie, qu'elle ne savait plus

où était son principe et que déjà les partis s'en emparaient. Ils ont pullulé depuis, et ils se sont subdivisés aujourd'hui tellement, qu'ils méritent plutôt le nom de coteries que celui de factions, et qu'il est difficile de savoir avec qui et contre qui l'on vit. On nous demande sans cesse à nous-même : De quel parti êtes-vous ? Nous ne pouvons pas répondre, et nous restons, en apparence, honteux et confondu. Est-ce notre honte ou celle des partis ? Le temps le saura.

Certes, nous ne méprisons pas les partis quand ils sont l'agglomération bien définie et bien résolue d'une pensée et d'une volonté collectives qui se groupent, qui pensent, qui écrivent, qui parlent, qui agissent, qui votent pour faire triompher ce qu'ils croient la vérité politique. Mais nous n'honorons pas de ce nom ceux qui ne savent ni ce qu'ils veulent, ni ce qu'ils disent, ni ce qu'ils font. Nous ne comptons pas non plus ceux qui ont la franchise d'avouer tout haut qu'ils ne veulent rien que la domination, et qui brouillent les idées comme on mêle les cartes au jeu, pour en faire sortir la fortune !

Ainsi, il y a trois grands partis en France que nous comprenons et auxquels nous avons constamment rendu justice, quelquefois honneur, tout en nous séparant d'eux sous plusieurs rapports. Il y a un parti honorable, propriétaire d'une grande part du sol, illustre par les noms, respectable par l'antiquité, puissant par la fortune, accrédité par les traditions, appuyé sur la religion, allié naturel de la vieille Église, cher à l'armée, parce qu'il a toujours manié les armes, monarchique comme le vieux sol français qu'il a mille fois arrosé de son sang ; ce parti, royaliste par nature, dit au pays : « Vous voulez deux choses : la monarchie et » la liberté ; nous, et nous seuls, nous pouvons vous donner l'une et l'autre. La monarchie a deux conditions : le » droit et le prestige. On ne supprime pas le droit, on ne » brise pas la légitimité de la succession héréditaire au trône » par un caprice de trois jours ; on ne substitue pas une

» branche nouvelle sur le vieux tronc monarchique sans » que le peuple s'en aperçoive et sans que la justice crie » dans les cœurs. On n'improvise pas une dynastie. La monarchie n'a qu'une racine dans le sol ; si vous la coupez, » l'arbre fleurira quelques jours encore, puis il séchera. » C'est nous qui avons la vraie monarchie en principe, en » réserve et en exil. Prenez-la, et elle vous rend, avec les » sympathies de l'Europe, le choix des alliances qui, depuis » quinze ans, s'écartent de vous. Par les alliances, vous » doublez les forces de votre nationalité ; de plus, la légitimité est seule assez incontestable pour pouvoir supporter » sans chanceler les assauts des partis et les orages de la » presse et de la tribune dans un gouvernement représentatif. Il faut que le sol soit solide sous les pas tumultueux » d'une démocratie. Ce qui consolide le sol, c'est l'antiquité » des droits au trône, c'est le respect inné pour la dynastie. » Que voulez-vous espérer de prestige d'une dynastie qui » est plus jeune que les plus jeunes de vos fils et que vos » enfants ont vu naître ? Quels yeux peut éblouir une couronne qui était hier un chapeau ?... Sans doute, c'est le » couronnement du peuple ; mais, dans l'imagination des » hommes, le sacre des choses, c'est le temps. »

Voilà un parti ! Il sait ce qu'il veut, et il le dit nettement. A vous de juger.

Il y a un autre parti, composé des hommes les plus jeunes d'opinion, les plus logiques de raisonnement, les plus intrépides de conviction, qui tirent leur filiation intellectuelle par le sentiment ou par l'idée des grands noms populaires de la révolution et qui devançant, par la pensée, le pas toujours lent et toujours hésitant des peuples. Ils disent à la France : « Pourquoi vous arrêtez-vous dans un » contre-sens ? Vous êtes et vous voulez être de plus en » plus une démocratie. Qu'est-ce que la démocratie ? C'est » la négation du principe d'hérédité et l'application du » principe d'élection dans le gouvernement à tous les degrés. C'est la souveraineté arrachée à un seul et resti-

» tuée à tous. C'est un peuple de citoyens, ou plutôt c'est
 » un peuple de rois tous égaux et régnant eux-mêmes par
 » leur propre magistrature, au lieu de donner procuration
 » de régner pour eux. Le dépositaire unique et permanent
 » du pouvoir abusera du dépôt; il se créera des intérêts
 » différents de ceux du peuple; exception couronnée dans
 » l'État, il aura des pensées exceptionnelles comme la si-
 » tuation que vous lui faites. Il sera tenté de profiter du
 » privilège d'un seul pour renverser le droit de tous. Pour-
 » quoi créer ce danger permanent à la constitution? Qu'est-
 » ce qu'une tête héréditaire sur un corps électif? Qu'est-ce
 » que cette puissance dynastique inventée et armée de vos
 » propres mains pour avoir le dangereux passe-temps de
 » lutter contre elle? Ou ce chef héréditaire est fort, ou il
 » est faible. S'il est fort, il vous dompte ou il vous cor-
 » rompt. S'il est faible, vous le contraignez et vous le do-
 » minez. A quoi bon ce rouage suranné dans le mécanisme?
 » Soyez conséquents. Il n'y a pas de nation qui résiste à
 » un défaut de logique dans ses institutions. Ou déclarez-
 » vous déchus de la souveraineté du peuple, ou consentez
 » à appeler la démocratie par son nom! Il n'y a pas de mi-
 » lieu. »

Voilà encore un parti qui parle haut. Répondez, si vous savez répondre! Si quelques-uns de ses indignes et faux apôtres n'avaient pas écrit ses théories à l'encre rouge, s'il avait rassuré au lieu de menacer l'avenir, l'avenir s'approcherait peut-être de lui.

Enfin, il y a un troisième grand parti en France. C'est celui du gouvernement actuel; c'est celui de cette nombreuse, honnête, courageuse, laborieuse, intelligente et opulente classe intermédiaire du pays qui a fait la révolution de Juillet sans le savoir, qui a accepté l'inconséquence sans la vouloir, et qui s'efforce de la justifier sans le pouvoir. « Que nous importent, » disent-ils, « l'antiquité des » uns, les théories des autres? Périssent les théories, et » que le gouvernement de Juillet soit sauvé! La révolution

» nous fait peur, et il y a de quoi; elle nous a montré son
 » fantôme trois jours, c'est assez! Nous nous sommes cou-
 » rageusement ralliés pour la refouler dans ses faubourgs
 » et dans ses clubs. Nous étions pressés de refaire bien vite
 » une monarchie; nous avons pris ce que nous avons sous
 » la main, un fait, au lieu d'un principe. Nous avons eu la
 » main heureuse; notre prince a été la bonne fortune de
 » notre révolution! Sa patience et sa sagesse ont tout usé.
 » Il semble que Dieu lui ait accordé comme à Josué le don
 » d'arrêter les jours pour avoir le temps, non d'extermi-
 » ner, mais de lasser les partis. Nous n'avons pas eu la pré-
 » tention d'inventer des formes nouvelles de gouverne-
 » ment; nous avons une monarchie telle quelle; elle pro-
 » tège nos vies, nos maisons, nos biens, nos trafics, nos
 » enfants, nos frontières, l'ordre dans la rue, la sécurité du
 » foyer, la paix de l'Europe. Nous sommes loin de vous
 » disputer vos logiques. Mais, pour nous, la première lo-
 » gique, c'est de vivre. Notre idéal, à nous, c'est le salut
 » public, et le nôtre d'abord. »

Voilà un parti encore qui sait ce qu'il veut, qui veut de bonnes choses en effet, qui les dit bien, et qui agit avec persévérance et courage. Ce parti a des hommes supérieurs à son service. Casimir Perier lui fait ses journées contre l'anarchie; le maréchal Soult lui fait son armée; celui-ci lui fait ses évolutions; celui-là lui fait ses théories; une tête cachée derrière le nuage sacré des fictions constitutionnelles lui fait, comme Numa, sa pensée permanente et sa politique continue. Encore une fois, voilà des partis! Nous comprenons qu'on délibère et qu'on choisisse et qu'on s'honore de s'attacher à l'un ou à l'autre de ces grands centres d'opinion.

Mais en dehors de ces trois grands et sérieux partis il y a dans la presse et dans la Chambre je ne sais combien de partis qui s'appellent depuis quinze ans l'opposition, gauche dynastique, gauche constitutionnelle, gauche modérée, centre gauche, tiers-parti, opposition entière, demi-oppo-

sition, quart d'opposition, ombre d'opposition, enfin, et c'est le pis, semblant d'opposition!... Comment s'y reconnaître? Nous exceptons un bon nombre d'hommes d'opposition qui, comme nous, ont toujours répugné à ces tactiques. Et vous appelez cela des partis? Et vous condamnez des hommes sérieux, quand ils entrent dans la Chambre, à se ranger nécessairement et irrévocablement sous un de ces mille petits drapeaux, ou plutôt de ces mouchoirs troués sans ampleur et sans couleur, et qui, bien loin de pouvoir se déployer sur la politique d'un grand peuple, ne sont pas même assez larges pour cacher les mesquines ambitions des groupes qui les portent! Non, non, gardez vos suffrages si vous les mettez à ce prix!

Nous savons bien qu'il existe là depuis quinze ans un parti nombreux d'opposition constitutionnelle, qu'on appelle la grande gauche, et qui emprunte aux hommes consciencieux qui le composent, au nom, à la probité proverbiale, au talent sans rival de son orateur, une autorité, un respect, un éclat, qui ont fait longtemps l'espoir de l'opinion libérale en France. On aimerait à s'y rallier. Mais, pour s'y rallier, il faudrait savoir sur quel terrain on rencontrera ce parti. Cela n'est pas si aisé qu'on le croit. Il ne tient pas assez ferme et assez longtemps sur la même place pour qu'on soit sûr de le retrouver où on l'a laissé. Vous arrivez toujours au rendez-vous de ses opinions une heure ou un an après qu'il l'a quitté. Ainsi, il demande l'alliance anglaise et la guerre pour la cause européenne de la Pologne? Vous arrivez : il est à l'anglophobie, à la paix et à l'alliance avec la Russie! Il demande la réforme électorale? Vous accourez : il n'en parle plus, et tout au plus vous permettrait-il de soupirer bien bas pour adjoindre quelques jurés à la liste des quelques électeurs d'une nation dite souveraine! Il fulmine contre les forteresses détachées dont un pouvoir ombrageux rêve d'enceindre la capitale? Vous arrivez, et vous arrivez juste le jour où il vote en masse les forts, l'enceinte, les bastions, les canons,

la poudre et les boulets des fortifications de Paris! Vous croyez vous rattraper sur la question de la régence et qu'il va, conformément à ses principes et à son instinct populaire, réserver à la nation le choix de son inter-roi? Vous arrivez, et vous le trouvez se séparant de son chef pour voter avec les ministres une régence présomptive et par anticipation, c'est-à-dire deux rois pour un! Il flétrit la corruption dans une de ses sources les plus bourbeuses, les fonds secrets? Vous arrivez, et vous le trouvez votant les fonds secrets avec le 1^{er} mars! Enfin vous pensez fermement l'atteindre sur le terrain de la révision complète des lois de septembre, et de toutes ces lois d'exception, et de toutes ces mesures préventives, et de toutes ces politiques étrangères contre lesquelles il a tonné cent fois dans ses journaux, dans ses banquets, dans ses tribunes? Vous arrivez, et vous le trouvez allié avec celui des ministres qui a gagné contre lui toutes ces batailles, s'inspirant des conseils de son ennemi naturel et de son vainqueur, et campé immobile et satisfait sur le terrain des faits accomplis! En vérité, ce parti semble s'être donné ce problème à résoudre : Jusqu'où peut aller la résignation d'une opposition d'honnêtes gens? L'avenir lui décernera de grands éloges, et de grands étonnements aussi! Il a des principes généreux et libéraux; il a des intentions droites et pures; il a des désintéressements antiques; il a des voix retentissantes dans le pays et dignes de retentir dans la postérité. Qu'en fait-il? Ses orateurs montent à la tribune, éclatent en colère patriotique, en menaces sévères, en prophéties de ruine contre le gouvernement d'intimidation ou de corruption qui les écoute, le menton sur la paume de la main. Ils redescendent et tout est dit. Cela ressemble à un solfège d'opposition pour exercer la voix des parleurs. Les notes sont superbes, les airs sont sublimes, les intonations merveilleuses. Mais sur ces beaux airs il n'y a point de paroles, ou sous ces paroles il n'y a point de volonté. Mazarin disait : « La nation chante, je suis tranquille. »

Le gouvernement de Juillet peut dire : « La coalition parle, n'ayons pas peur et passons notre chemin. »

Et vous appelez cela une tactique ! et c'est là l'emploi qu'un parti qui se dit politique fait de tant de patriotisme, de talent et de vertu publique brillant inutilement sur le pays ! Qu'a-t-il fait ? Qu'a-t-il empêché ? O heureux gouvernement, d'avoir devant lui de si éléments adversaires ! Dites-nous un rêve monarchique de Juillet qui n'ait pas été accompli, ou en dépit, ou par les concessions de ce parti ? Hommes éminents de l'opposition constitutionnelle, réveillez-vous ! levez-vous, il est temps ! soyez un parti ! soyez une volonté ! soyez vous-mêmes ! séparez-vous des alliés qui vous dénaturent. C'est l'avertissement du pays ; c'est le pressentiment de l'avenir ; c'est la voix d'un ami désintéressé qui vous le crie ! Si vous tardez davantage, vous perdrez non-seulement vos principes, vous perdrez jusqu'à votre popularité ; vous perdrez jusqu'à votre nom ; on ne vous appellera pas dans l'histoire l'opposition de quinze ans, on vous appellera la patience d'un règne !

Quant à nous, contristé de l'erreur de tels partis, nous trouvons plus sûr, plus glorieux, plus utile de nous attacher à ce qui ne faiblit pas, à ce qui ne plie pas, à ce qui ne transige pas : aux principes.

On nous demande souvent : Quel est votre principe ? Nous répondons comme le parti du gouvernement : Nous ne l'avons pas inventé ; c'est celui de la révolution française à son origine, à l'heure où elle prophétisait dans le calme sublime de ses pensées, et non à l'heure où elle se déchirait elle-même dans la violence de ses luttes et dans l'impatience de ses colères. C'est l'organisation toujours plus complète et plus développée de la souveraineté du peuple, en entendant par peuple non une seule classe, mais toutes les classes de la nation, sans privilège comme sans dégradation pour aucune. Nous croyons que les gouvernements ne sont inventés que pour faire avancer les idées et triompher l'intelligence et le droit des nations ;

nous croyons que l'intelligence, les idées, le droit, appartiennent aux nations, et non aux aristocraties, aux théocraties ou aux rois, et que, si elles ne veulent pas être constamment niées, trahies, faussées, enchaînées, attardées, confisquées, retournées contre le peuple, il faut qu'elles règnent elles-mêmes par le peuple et pour le peuple. — Vous voulez donc renverser la constitution semi-monarchique de votre pays ? nous dit-on. — Nous ne sommes pas des conjurés ni de mauvais citoyens, avons-nous répondu cent fois ; nous ne voulons rien renverser, mais nous voulons fermement extraire du temps les conséquences nécessaires, loyales, justes et même modérées qu'il renferme. Or, quel est pour nous le principe de la révolution et du gouvernement de Juillet que nous avons accepté des lèvres et juré du cœur après sérieuse délibération ? Nous sommes bien fâché de le dire ; nous demandons bien pardon d'avoir à passer la main sur ce principe couvert depuis dix ans de la poussière de l'oubli, et de le faire revivre et briller une minute aux yeux qu'il éblouit et qu'il importune : c'est le mot que la révolution de Juillet proféra elle-même de sa propre bouche le jour où elle savait le mieux ce qu'elle disait, puisque c'était le jour de sa bataille, de son triomphe et de sa grandeur. Les révolutions sont comme les sybilles antiques. Elles ne disent jamais mieux le mot du destin que dans l'accès même de leur inspiration. C'est leur enthousiasme qui leur arrache leur secret. Ce secret, ce mot du destin de la révolution de Juillet, second accès de la révolution de 1789, c'est : « La meilleure des républiques ! »

Qu'est-ce que veut dire ce mot ? Il a plus de sens qu'on ne lui en attribue communément ; il veut dire ceci : « Nous » voulons et nous devons démocratiser la nation. La démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple tout entier, comporte, dans son acception rigoureuse, la forme républicaine, c'est-à-dire le gouvernement électif et temporaire partout. Mais les théories en matière d'institu-

» tions ne sont pas absolues; elles contre-balancent l'idée
 » par la prudence. Soyons logiques en créant les institu-
 » tions démocratiques, électives, républicaines dans tout le
 » mécanisme de notre charte. Soyons prudents en laissant
 » subsister la forme, l'unité et la perpétuité monarchique
 » au dernier degré de ces institutions. Conservons un chef
 » national qui s'appellera roi, qui aura certaines préroga-
 » tives du pouvoir réel et tous ses respects, mais qui ne
 » sera au fond que le peuple couronné, et qui ne pourra
 » se mouvoir, penser, agir, régner que pour l'idée et pour
 » l'intérêt du peuple. Ce sera la meilleure des républiques.
 » Pourquoi? Parce qu'elle conciliera les traditions avec
 » les réformes, les habitudes avec les innovations. Le roi
 » sera la prudence de notre démocratie.» Voilà le sens.
 Nous ne l'examinons pas; nous le racontons.

Mais qui peut contester que de deux principes contraires, incrustés par la prudence même dans le cadre d'un gouvernement, il ne résulte une lutte intime et éternelle? C'est ce qui a lieu; c'est ce qui aura lieu dans un antagonisme mal posé, jusqu'à ce qu'un des deux principes dévore l'autre. Cela s'appelle le jeu des institutions, jeu qui finit quelquefois sérieusement, comme en 1791 et en 1830, *quod Deus avertat!* Dans ce jeu, chacun prend parti selon le temps, les dangers, les circonstances pour celui des deux principes qu'il croit le plus utile ou le plus menacé. Les uns veulent monarchiser la république, les autres veulent républicaniser moralement la monarchie; nous sommes franchement du nombre de ces derniers. Sans rien renverser, sans violer ni une lettre ni un esprit de la charte, sans pousser notre pays aux révolutions violentes, ces hasards qui sauvent tout ou qui perdent tout, nous voulons, le plus possible, dans les conditions compatibles avec la prudence et l'honnêteté, démocratiser l'institution de Juillet, exercer la nation au gouvernement d'elle-même, émanciper ses idées, ses droits, ses volontés, son action, grandir le peuple sans abaisser le roi, en un mot accomplir la pensée de la révolution, en

attendant que les siècles s'expliquent: — La meilleure des républiques.

C'est tout le mystère de nos opinions. Eh bien! depuis 1834, qui est-ce qui grandit, de la royauté ou de la démocratie? quel est le principe qui dévore l'autre sous les yeux, et sous les yeux souvent aveuglés de l'opposition? Pouvez-vous le demander en face d'une loi électorale qui restreint à deux cent mille citoyens l'exercice de la pensée, du droit, de la souveraineté populaire? Pouvez-vous le demander en face du code qui supprime l'association entre citoyens, soit pour se communiquer la pensée de Dieu, soit pour s'entretenir du salut de l'État ou de la propagation de leurs idées communes? Pouvez-vous le demander en face des lois sur la presse, ce verbe du peuple, incriminé et saisissable jusque dans l'instrument matériel de l'imprimeur? Pouvez-vous le demander en face des lois qui suppriment le jury, ce jugement du peuple, pour les crimes politiques et même pour les crimes de la pensée? Pouvez-vous le demander en face des lois de septembre? Pouvez-vous le demander en face de la loi de régence, qui supprime d'avance et à jamais la volonté du peuple dans le choix de son roi temporaire? Pouvez-vous le demander enfin en face des fortifications de Paris, poids de deux mille pièces de canon, qui rompt à jamais l'équilibre entre la prérogative du roi, chef de l'armée, et la prérogative du peuple délibérant dans un camp? Non, vous ne le pouvez pas, de bonne foi! Et cependant vous vous alliez. pour défaire ou pour surveiller tout cet arsenal du principe monarchique, avec qui? avec les ministres mêmes qui ont fait tout cela!!! Et cependant vous vous résignez, la bouche muette et les yeux fermés, à ce que vous ne cessez d'appeler les faits accomplis! Est-ce que jamais elle est accomplie, la résistance aux entreprises d'un principe qui s'exagère et qui déborde, tant que ces entreprises elles-mêmes n'ont pas accompli l'abaissement et l'anéantissement du principe populaire? Est-ce que jamais il

est accompli, le murmure de la raison et de la conscience contre les erreurs, les sophismes, les séductions des gouvernements? Est-ce que jamais il est accompli, le triomphe de la servitude morale, tant qu'il reste une voix et un geste aux orateurs de la liberté? Est-ce que jamais il est accompli, le devoir d'une opposition sérieuse?... Pendant que l'usurpation légale veille toujours, y a-t-il une heure où l'opposition puisse s'endormir?

On vous met un anneau de fer au petit doigt, vous dites: le fait est accompli, et vous ne remuez plus la main! un chaînon au bras gauche, vous dites: le fait est accompli! un autre au bras droit: le fait est accompli! une chaîne enfin à tous les membres: le fait est parfaitement accompli!.... Hommes consciencieux, mais imprévoyants! ne voyez-vous pas que, si vous aviez d'abord secoué le petit doigt, puis les bras, puis les jambes, puis le corps à toutes ces entreprises d'usurpation légale sur votre liberté et sur les droits de la nation, rien ne s'accomplissait, mais qu'en tendant ainsi les bras, les membres, le corps et l'âme à ces tentatives encouragées de la réaction ultra-monarchique, elle finira par enchaîner jusqu'à votre langue?

Voilà pourquoi nous nous attachons au dogme national seul, et, nous le disons à vous et aux autres, tant que vous resterez dans ces alliances et dans ces résignations: UN PRINCIPE ET POINT DE PARTIS!

XXXIV

SUR LA NAVIGATION

DE

LA SEINE ENTRE ROUEN ET LA MER

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 4 mars 1846.

La Chambre des députés avait à se prononcer sur une des plus graves questions qui intéressaient notre marine et les populations du Havre, de Rouen et de Paris. Accorderait-on les millions demandés pour approfondir la Seine entre Rouen et la mer pour la rendre navigable aux grands bâtiments? La commission les avait refusés à l'unanimité. La Chambre était indécise. M. Arago, avec la science et le talent que l'Europe admirait en lui, avait éclairci la question, sous le point de vue de l'art. M. de Lamartine la traita du point de vue de l'homme politique et de l'intérêt des masses, et produisit sur la Chambre une impression que tous les journaux retracèrent avec une unanimité qui se ressentait de l'enthousiasme de la séance. L'opposition surtout se félicitait de voir associés, dans cette cause, les noms de M. de Lamartine et de M. Arago.

MESSIEURS,

Il est impossible de ne pas estimer l'infatigable persévérance et le courage avec lesquels l'honorable rappor-